

pouvait plus être écrasée et que le franc français avait une valeur que rien ne pouvait ébranler.

Aujourd'hui, la France est aux prises avec les mêmes problèmes qui se posaient à l'Angleterre il n'y a pas un an, et on parle maintenant d'instruments de réserve pour compléter l'or, dans le domaine international. Au fait, on peut lire ceci dans la résolution:

...instruments de réserve qui complèteraient l'or et les monnaies de réserve dans les réserves de devises étrangères des pays participants et apporteraient certains changements d'ordre administratif et opérationnel dans la structure actuelle des Fonds, et, en outre, d'autoriser le Compte du fonds des changes à recevoir, détenir et vendre les nouveaux instruments de réserve.

Comme le disait tantôt mon préopinant, pour compléter l'or, nous allons maintenant accepter les chiffres, le crédit, les simples chiffres—l'argent scriptural, comme nous l'appelons—et nous l'accepterons comme réserve dans le Fonds monétaire international.

Les créditistes étaient des fous il y a 25 ans, monsieur le président; il existe aujourd'hui d'autres sortes de fous qui sont plus dangereux que les créditistes, parce que ces derniers ne prônent qu'une solution, alors que le système actuel n'en propose pas.

On a beau patauger, mais lisons les éditoriaux des journaux, les uns après les autres. Personne—pas même les économistes—n'est capable de trouver une solution au problème financier international actuel. On s'amuse encore à rire du Crédit social qui, lui, veut se servir des chiffres—selon les possibilités physiques d'un pays de se développer ou de développer tout l'univers—qui correspondent au travail accompli par les peuples ou par le peuple canadien, en ce qui concerne le Canada. Mais non, ce sont des solutions simplistes, des solutions qu'on ne comprend pas. Je devrais plutôt dire que ce sont des solutions qu'on comprend, oui, mais qu'on est payé pour ne pas comprendre. (*Applaudissements*)

Je veux tout d'abord rappeler, monsieur le président, que cette résolution découle des décisions prises lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international tenue à Rio de Janeiro, en septembre 1967, et à laquelle participait l'ancien ministre des Finances (M. Sharp).

A cette occasion, M. Pierre-Paul Schweitzer, directeur du Fonds monétaire international, avait déclaré que les dispositions envisagées par la réunion au sujet des liquidités internationales constituaient l'événement le plus important depuis les accords de Bretton Woods dans le domaine de la coopération financière internationale.

Puisqu'il est question des accords de Bretton Woods et d'un développement qui en découle, soit les droits spéciaux de tirage, je veux rappeler l'attitude du Ralliement créditiste sur le sujet.

En 1945, lors des discussions sur les accords de Bretton Woods—comme je le mentionnais tantôt—on trouvait le député créditiste de Lethbridge—un expert en questions financières—fatigant, parce qu'il parlait d'argent et de réforme monétaire. Il défiait le Parlement canadien de prouver qu'il avait tort, mais aucun député ministériel n'a osé relever le défi.

On trouvait le député de Lethbridge ennuyant avec ses propositions créditistes. Néanmoins, il avait mis en doute la possibilité, pour le Fonds monétaire international et les autres instruments créés par les accords de Bretton Woods, de permettre aux nations débitrices de payer leurs dettes, étant donné que rien n'obligeait les pays créanciers à accepter les exportations des pays débiteurs.

Les événements qui se sont déroulés dans le monde depuis 20 ans nous démontrent que les accords de Bretton Woods n'ont empêché pratiquement aucun pays membre de recourir à la dévaluation de sa monnaie, comme ce fut le cas pour le Canada, en 1963, à la fin du régime conservateur. Tout le monde se souvient de cela. Comme on le sait, cette dévaluation est survenue à la suite d'un déséquilibre trop prononcé de nos échanges commerciaux avec les États-Unis. Le Canada a dû, à ce moment-là, imposer des restrictions au peuple canadien en vue de freiner l'achat de produits américains.

● (9.10 p.m.)

Cette mesure venait tout simplement confirmer ce qu'avait prédit l'honorable député d'Acadia, M. Quelch, comme en fait foi la page 3134 du *hansard* du 6 décembre 1945, et je cite:

Cela veut dire...

Il parlait alors des propositions sur le Fonds monétaire international.

...que si les États-Unis refusent d'accepter des importations en échange des exportations, privant ainsi d'autres pays de dollars pour effectuer le paiement d'importations, le fonds pourra alors emprunter ou acheter avec de l'or des dollars des États-Unis, afin de permettre aux nations débitrices d'équilibrer leurs paiements.

Mais cela se fera, remarquez-le bien, en s'entendant au lieu d'équilibrer le commerce et d'avoir des échanges de marchandises.

Comme les accords de Bretton Woods n'existaient pas encore, on contracta alors des emprunts des États-Unis. Aujourd'hui, on